

*Les subsides*

Certains sont d'avis que l'énergie nucléaire pourrait sauver les pays du tiers monde, car ils ont besoin d'une source intarissable d'électricité à bon marché. Mais elle n'est pas bon marché, monsieur le Président. Elle est très coûteuse et la plupart des pays du tiers monde ne peuvent se permettre de contracter les énormes emprunts nécessaires pour construire des réacteurs et créer une infrastructure qui emploierait cette électricité. Il y a des problèmes techniques en cause. Par exemple, rien qu'avec l'extraction de l'uranium, on a accumulé quelque 99.3 millions de tonnes de résidus radioactifs qui doivent être stockés en Ontario, quelque 20 millions de tonnes en Saskatchewan et 1.1 million de tonnes dans les Territoires du Nord-Ouest. Cela fait en tout 120 millions de tonnes de résidus radioactifs s'étendant sur 87,400 acres, quantité que le Canada ne sait comment stocker en toute sécurité. En Ontario, les 100 millions de tonnes de résidus se trouvent dans la région d'Elliot Lake. A raison de trois pieds d'épaisseur, cela suffirait à recouvrir une route à deux voies depuis Vancouver jusqu'à Halifax. Et le problème s'aggraverait encore, comme on peut d'ailleurs le lire dans un document du gouvernement.

Nous avons effectivement de graves problèmes d'ordre technique à résoudre, monsieur le Président, non seulement pour ce qui est du stockage des résidus, mais aussi pour l'élimination des déchets des centrales nucléaires elles-mêmes. Nous avons des problèmes d'ordre technique à propos du réacteur Candu proprement dit. Nous avons aussi des problèmes au sein de notre organisme, la CCEA ou Commission de contrôle de l'énergie atomique. Cet organisme est censé superviser l'industrie nucléaire. Et, pourtant, monsieur le Président, il y a là un énorme conflit d'intérêts. La plupart des gens qui y sont chargés de la supervision proviennent du secteur nucléaire même. Ce que cet organisme de «surveillance» fait exactement, nous l'ignorons. Toutefois, pour la plupart nous doutons beaucoup de son impartialité. Je cite ici officiellement une note de service qui a été envoyée à Environnement Canada par l'ingénieur en chef chargé de la sécurité à l'Énergie atomique du Canada Limitée. Voici ce que M. Liberty Pease a eu à dire:

Non seulement je ne vois aucune obligation particulière pour la présente génération de rassurer les générations futures, mais je crois en outre que nous sous-estimons les capacités de celles-ci à trouver des techniques pour lutter contre la pollution.

Je crois fermement pour ma part que la réglementation en matière de protection de l'environnement (y compris à l'égard de l'énergie nucléaire) risque d'étouffer complètement le secteur nucléaire. Les organismes de réglementation réagissent à l'hystérie collective et, malgré les bonnes intentions, cela contribue à alimenter davantage l'hystérie.

Voilà ce que dit un des fonctionnaires chargés de la surveillance. Il considère que nous ne devrions pas nous préoccuper des générations futures, que celles-ci se débrouilleront bien toutes seules, qu'elles sauront bien trouver des moyens techniques de régler le problème des résidus et des déchets nucléaires. C'est ce que j'appelle un bel exemple d'irresponsabilité sociale. Si c'est là la position de l'organisme de surveillance, que doit être celle du secteur nucléaire lui-même? Nous voulons, monsieur le Président, qu'une commission royale d'enquête puisse explorer d'autres possibilités. Par exemple, je n'ai jamais compris les avantages économiques de l'énergie

nucléaire. Songez donc que tout l'argent qu'il faut pour construire une centrale nucléaire pourrait servir à économiser plus d'électricité qu'elle n'en produira jamais.

• (1125)

Deux voies s'ouvrent à notre société industrielle occidentale. Nous pouvons nous maintenir sur la voie que nous suivons en ce moment, la voie capitalistique, qui n'est raisonnable ni du point de vue économique ni du point de vue écologique. Nous avons comme autre choix la conservation et l'exploitation de sources nouvelles d'énergie. La nucléarisation exige des capitaux énormes, elle produit bien peu d'emplois et elle continue de faire dépendre la population des institutions financières et des services publics pour le besoin, essentiel, d'énergie électrique. La conservation donnerait aux gens une plus grande autonomie et le moyen de se chauffer à moins de frais, ce qui leur épargnerait des factures mensuelles élevées. Il ne peut y avoir de doute, monsieur le Président; la voie sensée à suivre est celle de l'économie de l'énergie et de l'autosuffisance.

Voilà les choix que nous avons, monsieur le Président. Le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé n'en ont pas moins choisi la voie capitalistique. Environ 70 p. 100 de l'argent que le gouvernement a dépensé pour les recherches sur l'énergie est allé au nucléaire et la majeure partie des 30 p. 100 restants à l'industrie pétrolière. Bien peu de cet argent a été affecté à la conservation ou à d'autres formes d'énergie, comme l'énergie éolienne ou solaire. Il existe d'autres solutions et il est grand temps qu'un gouvernement ait la volonté et la perspicacité politique d'admettre que la voie nucléaire mène à une impasse économique et environnementale. Du point de vue de la santé et la sécurité des travailleurs, elle est insensée. Le temps n'est-il pas venu de chercher d'autres solutions?

Monsieur le Président, je supplie la Chambre d'approuver notre motion, la demande que nous faisons d'une enquête publique. Le gouvernement actuel songe sérieusement à construire des centrales nucléaires au Canada pour rétablir notre balance des paiements en exportant de l'électricité aux États-Unis. Autre exemple d'irresponsabilité sociale. Le gouvernement a comblé l'industrie nucléaire de subventions. Nous sommes aux prises avec les problèmes de résidus et de rebuts nucléaires. La situation est insensée du point de vue économique. Les conséquences médicales de l'irradiation sont affreuses. Une grande partie de notre uranium finit par servir aux armements. Les juges à Nuremberg n'ont pas accepté l'excuse de ceux qui prétendaient que si eux n'avaient pas été les fournisseurs d'autres l'auraient été à leur place. Ce n'est plus une excuse, monsieur le Président. Les conséquences de l'industrie nucléaire sur l'environnement sont irréparables. La Commission de contrôle de l'énergie atomique est en position d'intérêts.

Pour toutes ces considérations, il est clair qu'une enquête publique complète sur l'industrie nucléaire s'impose de toute urgence. Laissons les Canadiens découvrir lors d'audiences publiques tous les faits et toutes les données sur les risques et les avantages réels. Laissons ces décisions à la population canadienne au lieu de les prendre dans le secret.